

Activités récentes du Canada en matière de commercialisation

Les délégués commerciaux de l'Ambassade du Canada à Paris ont noué des contacts avec un certain nombre de maisons de commerce françaises et d'entreprises du Moyen-Orient établies à Paris.

Plan d'action

Le plan d'action suivant a été établi en vue d'atteindre l'un des principaux objectifs, soit de sensibiliser les maisons de commerce françaises et les agences du Moyen-Orient au sujet des produits canadiens et de favoriser les contacts entre les fournisseurs et les acheteurs éventuels.

- a) On rendra visite aux entreprises françaises et aux agences du Moyen-Orient établies à Paris en vue de dresser une liste des sociétés disposées à faire affaire avec le Canada; cette liste sera transmise aux entreprises canadiennes concernées. (Ambassade, Paris)
- b) Certaines de ces entreprises seront invitées à venir au Canada sous l'égide du Programme des missions d'acheteurs. (Ambassade, Paris/DEW*)
- c) Ces entreprises seront informées quant aux produits novateurs et concurrentiels fabriqués au Canada. (Ambassade, Paris)
- d) Les entreprises canadiennes en visite en France sous l'égide du PDME-B en vue d'explorer les débouchés, seront invitées à rencontrer des entreprises françaises et des agences du Moyen-Orient établies à Paris. (DEW/Directions sectorielles, MIC-EER)*

7. COOPÉRATION INDUSTRIELLE

C'est un fait que les investissements dans un pays et la participation à son économie, tout particulièrement lorsqu'il s'agit d'un échange de ressources humaines, favorisent le commerce bilatéral et améliorent les relations politiques et économiques.

Contrairement aux États-Unis, à la RFA et à la Grande-Bretagne, la France n'a jamais été un grand investisseur étranger sauf, bien sûr, en ce qui concerne ses anciennes colonies dont elle a dominé l'économie pendant de nombreuses années et où elle a empêché toute concurrence étrangère. Toutefois, tel qu'expliqué plus haut, la France a réalisé il y a quelques années qu'elle devait investir dans les pays industrialisés afin d'améliorer sa balance commerciale, accroître ses exportations et obtenir les richesses naturelles dont elle a grandement besoin.

Les entreprises françaises, à quelques exceptions près, ont traditionnellement évité le marché nord-américain, car elles considéraient que ce marché, trop complexe et éloigné, n'offrait de débouchés que pour l'exportation de produits traditionnels dont les vins, les parfums et les collections de grands couturiers. Toutefois, les succès qu'ont remportés tout récemment à l'étranger Elf-Aquitaine, Renault,

Ciments Lafarge, Air Liquide et d'autres compagnies, l'établissement de banques françaises en Amérique ainsi que les efforts du gouvernement auprès des entreprises françaises pour qu'elles participent à des projets étrangers, surtout dans le secteur de l'énergie, ont incité d'autres multinationales françaises et des petites et moyennes entreprises à bien évaluer le marché nord-américain et à y investir.

Pour les Français, bien sûr, le Canada représenterait un tremplin idéal pour pénétrer le marché des États-Unis. En outre, les besoins de la France en ressources énergétiques ainsi que la bonne volonté dont font preuve les deux gouvernements en vue d'accroître les relations commerciales et économiques, sont des facteurs qui favorisent la coopération industrielle entre nos deux pays.

Investissements directs

Les investissements français au Canada se sont élevés à 656 millions de dollars en 1978 (dernières données recueillies), soit 1,4% de tous les investissements étrangers au Canada, ce qui situait la France au sixième rang des investisseurs étrangers après les États-Unis, la Grande-Bretagne, la RFA, les Pays-Bas et la Suisse.

En 1978, la France occupait le neuvième rang des marchés d'investissements canadiens, avec un total de 215 millions de dollars. Les entreprises suivantes figuraient parmi les principaux investisseurs canadiens en France: Alcan, Polysar, Massey-Ferguson, Inco, Seagrams, Hiram-Walker, Denison Mines, Bata, Campeau, Robert Morse, Cercast, Lavalin, S.N.C. et Velan Engineering. Tout récemment, la société McCain Foods Ltd. a ouvert une usine de 23 millions de dollars à Lille; et la société Mitel Corp. a investi dans une usine à Épinal, où la production commença en 1984.

Transfert de techniques

La France met au point un très grand nombre de techniques et de nouveaux produits, le gouvernement et le secteur privé investissant des sommes considérables dans la recherche et le développement. Un certain nombre d'entreprises essaient de vendre ces techniques à l'étranger, par le biais d'accords de licence et de coentreprises, lorsqu'il n'est pas possible de les exporter ou lorsque les entreprises ne possèdent pas les capacités essentielles en matière de gestion ou les ressources financières nécessaires pour les investissements étrangers directs. Depuis quelques années, le transfert de techniques a connu un si grand essor en France qu'une douzaine de maisons de courtage ont été établies en vue de favoriser la diffusion des techniques à l'étranger.

Les représentants canadiens et français qui se sont rencontrés lors de la réunion du Groupe de travail franco-canadien sur l'industrie et l'agriculture, tenue le 30 mars 1982, et de la réunion de la Commission économique France-Canada, tenue le 1^{er} avril 1982, ont déterminé que les secteurs les plus propices à la coopération industrielle étaient les produits fores-

* Voir la liste des abréviations, page 46.